

La crise de 2008

Crise financière, crise économique, crise de civilisation

Sabine Ginalhac

Introduction

L'année 2008 a vu survenir l'impensable : une crise financière sans précédent dans les 50 dernières années entraînant, dans un terrible effet domino, le quasi-effondrement du système bancaire mondial et le déclenchement d'une crise économique d'une amplitude qui ne cesse de se creuser depuis le dernier trimestre 2008 avec l'entrée en récession des Etats-Unis et de l'Europe.

Le constat est incontournable : nous récapitulerons l'enchaînement des faits qui a conduit les pays développés à une telle catastrophe, - catastrophe qui n'épargne pas les pays du Sud -, en évoquant quelques-unes des réponses annoncées ou mises en œuvre.

Mais le plus intéressant, et le plus important pour l'avenir à court terme de notre planète, est d'essayer de voir ce que cette crise nous dit de nos sociétés dites développées et à quels changements elle nous appelle. Dans un premier temps, nous en proposerons trois types de lectures : une lecture économique et sociale, une lecture morale et une lecture théologique. Ensuite, nous nous interrogerons en quoi cette crise peut constituer une opportunité : mise en œuvre d'un nouveau modèle économique et social, nouveau souffle pour nos relations sociales.

Les faits

Une crise financière

L'économiste américain, John Kenneth Galbraith écrivait à propos de la Grande Dépression de 1929 : « Le monde de la haute-finance se laisse seulement comprendre si l'on a conscience que le maximum d'admiration va à ceux-là mêmes qui fraient la voie aux plus grandes catastrophes. »¹ Constat qui prend une actualité saisissante en septembre 2008, lorsqu'éclate la nouvelle de la faillite de la banque Lehman Brothers.

En fait, il ne s'agissait là que du dénouement d'un piège qui se mettait en place depuis 2006 ; dénouement inéluctable puisque l'économie financière en était venue à brasser des montants trente fois supérieurs aux montants engagés dans l'économie dite réelle².

¹ Cité par Frédéric F Clairmont dans « Les armes de la finance », *Manière de voir*, No 102, déc. 2008-janv. 2009

² Hervé Kempf, « Pour sauver la planète, sortez du capitalisme », Seuil, 2009, p. 18

1. La crise des subprimes³

Ces dernières années, les établissements bancaires se sont lancés dans une politique de crédit à outrance, censée ouvrir l'accès à la propriété aux foyers aux revenus modestes. Ils ont ajouté à leur métier de base. - l'octroi de crédits, la distribution juste et équilibrée des ressources financières aux acteurs économiques, en en assumant le risque inhérent -, celui de la spéculation financière, où l'on n'achète que pour revendre immédiatement et maximiser son profit.

Cette politique a trouvé appui sur une innovation financière majeure, la titrisation. Au lieu de conserver dans leur bilan les crédits qu'elles accordent aux entreprises et aux particuliers, les banques les vendent à des organismes financiers qui émettent en contrepartie des titres de dettes qui sont ensuite proposés à des investisseurs (autres banques, assureurs, fonds de pensions, grandes entreprises, hedge funds, etc.). Ce procédé est réputé présenter un double avantage : répartir les risques de défauts de paiement entre une multitude d'investisseurs, et permettre aux banques d'accorder de nouveaux crédits puisqu'elles échappent ainsi à l'obligation d'immobiliser des réserves qui leur incombe lorsqu'elles conservent les crédits dans leur bilan (en conformité avec la réglementation prudentielle). Tout un réseau bancaire parallèle (essentiellement des banques d'investissement) se développe pour recycler ces créances.

Entre 2004 et 2005, la titrisation a été appliquée de façon massive dans les crédits immobiliers, les subprime (ou crédits de 'second choix') destinés à une clientèle de ménages modestes, voire insolvable (clientèle qualifiée, de façon assez cynique, de 'ninja' ; no-income, no-job, no-asset : pas de revenu, pas de travail, pas de patrimoine). Pendant cette période, la distribution de ce type de crédit a explosé ; les courtiers immobiliers et financiers étant rémunérés à la commission sur les prêts placés, sans prise en compte aucune du risque, avaient tout intérêt à « faire du chiffre » sans se soucier de la capacité de remboursement des emprunteurs ; idem pour les banques qui se débarrassaient des créances et des risques associés.

Cette technique qui était censée répartir les risques a en fait abouti à les sous-évaluer de façon massive. Mais la réalité est tenace. Et lorsque les emprunteurs se sont fait de plus en plus nombreux à ne plus pouvoir rembourser leur prêt et à voir leurs maisons saisies (vision insoutenable de ces familles américaines contraintes de quitter leur chez-eux dans la nuit, comme des voleurs, pour éviter la honte d'être expulsés au petit matin et sauver quelques maigres biens), la catastrophe est devenue inévitable. Dans un effet mécanique, les prix de l'immobilier se sont effondrés, entraînant une augmentation des défauts de remboursement, - les malheureux propriétaires ne pouvant plus vendre leur bien -, et la chute des titres adossés à ces crédits. D'où la faillite de deux fonds de la banque d'affaires Bear Stearns en juin 2007 qui donne le vrai coup d'envoi de la crise. Les titres ne trouvent plus preneur, les établissements financiers prenant conscience de leur toxicité essaient de s'en débarrasser, la méfiance se généralise au point que les banques ne veulent plus se faire crédit entre elles. Or le système bancaire repose entièrement sur la confiance (système de nature fiduciaire).

³ D'après le dossier « Spécial crise », *Alternatives Economiques*, n° 274, nov. 2008 ; articles de Sandra Moatti (pp. 48-52) et Christian Chavagneux (pp. 53-57)

Selon la formule saisissante de Jean-Paul Fitoussi, éditorialiste au Monde, le monde de la finance se trouve subitement confronté à l'évidence que "la disparition de la population des proies conduit les prédateurs à la famine"⁴.

A partir d'août 2007, et de façon répétée, les banques centrales sont alors obligées d'intervenir massivement pour fournir du cash aux banques privées. Ce qui n'empêche pas, en septembre 2008, la faillite de la banque d'investissement américaine Lehman Brothers qui provoque une panique boursière généralisée et la paralysie des marchés financiers. L'Islande est contrainte au dépôt de bilan, et la Hongrie passe tout près.

Dès lors, les banques commencent à révéler l'étendue de leurs pertes, processus qui n'est probablement pas terminé à ce jour. L'extrême fragilité des banques d'investissement qui fonctionnent avec des fonds propres réduits devient flagrante. Il s'avère rapidement que les risques pris sont bien supérieurs à ce que l'on imaginait au départ, et qu'un plus grand nombre d'établissements sont touchés. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, champions du libéralisme, n'hésitent pas à nationaliser, au moins partiellement, plusieurs de leurs banques.

Enfin, le dernier coup est donné à la mi-décembre par l'annonce d'une des plus grandes escroqueries de la finance : l'affaire Madoff⁵, du nom de Bernie Madoff, ancien président du Nasdaq, qui, pendant des années, a extorqué à l'élite de la finance mondiale des sommes colossales. Le montant total de la fraude dite « pyramidale » (investisseurs d'hier rémunérés, non avec les produits de leurs placements, mais avec les dépôts de leurs successeurs) atteindrait 50 milliards de dollars ; les victimes étant essentiellement des riches particuliers, des fondations de la communauté juive (comme celles d'Elie Wiesel, ou de Steven Spielberg), un diocèse des Antilles américaines, mais aussi des grandes institutions financières telles BNP, l'UBP.

2. Une confiance aveugle dans les modèles financiers

Dans la même période, les mathématiques financières ont connu un développement considérable. Elles ont produit des modèles financiers ultra-sophistiqués, censés permettre des prévisions quasi-infaillibles, et dans lesquels on a placé une confiance aveugle. Le monde de la finance est devenu de plus en plus complexe et opaque, au point que les dirigeants des grandes entreprises eux-mêmes ne comprenaient plus ce qui se passait dans leurs organisations. Jean-Paul Fitoussi, éditorialiste au Monde, constate que "cette crise a pour singularité d'être la première crise de compréhension du système par les acteurs d'un secteur qui fut et demeure le plus gros consommateur d'intelligence de nos sociétés"⁶. Le secteur financier connaît la concentration maximale de diplômés des meilleures écoles et universités de par le monde. En France, depuis 20 ans, on forme des polytechniciens qui choisissent les métiers de la finance, préférant servir les intérêts d'une clientèle privilégiée plutôt que ceux de la collectivité, en travaillant pour l'industrie par exemple⁷. En Angleterre, l'industrie nationale a ainsi été bradée au profit exclusif de la City.

⁴ Jean-Paul Fitoussi, « Le capitalisme sous tente à oxygène », dans *Le Monde*, 30.10.2008

⁵ D'après l'article de Sylvain Cipel, dans *Le Monde*, 17.12.2008

⁶ Jean-Paul Fitoussi, « Le capitalisme sous tente à oxygène », *Le Monde*, 30.10.2008

⁷ Henri Madelin, Conférence du 1.12.2008

L'utilisation de programmes informatiques hyper-performants était censée garantir que les risques sont identifiés et mesurés avec précision. Or on s'aperçoit rétrospectivement que des erreurs grossières ont été commises dans l'élaboration de ces modèles, par exemple : probabilités estimées sur la base d'historiques relativement courts (une quinzaine d'années seulement), défauts traités comme des risques indépendants, etc.

Selon Ibrahim Warde⁸ « le triomphe de l'ingénierie financière s'accompagne du triomphe de l'ingénierie linguistique » ; les golden boys créant tout un cortège de mots plus ou moins curieux (boosts pour « propulser », kitchen sinks ou « éviers de cuisine », obligations du ciel et de l'enfer, etc.).

Michel Rocard, député socialiste européen, juge de façon extrêmement dure ce qu'il appelle « l'industrie intellectuelle de la science financière ». Il s'exprime ainsi : « Des professeurs de maths enseignent à leurs étudiants comment faire des coups boursiers. Ce qu'ils font relève, sans qu'ils le sachent, de crime contre l'humanité. »⁹

3. Les réponses

Selon les dires des experts, cette crise financière est très facilement explicable : une croissance monétaire mondiale de 15% pendant 5 ou 6 ans, soit le double de la croissance réelle, ne pouvait aboutir qu'à une dispersion des liquidités et à la création de bulles, notamment sur les actifs immobiliers. Il n'en demeure pas moins que personne n'a su ou pu, - voulu ? -, stopper cet emballement.

L'urgence est désormais d'empêcher le système bancaire mondial de s'effondrer et d'entraîner avec lui l'ensemble de l'économie. Il faut absolument restaurer la confiance dans le système financier. Ce qui déclenche une frénésie d'interventions des États et des banques centrales, avec à la clef 3'000 milliards d'euros réinjectés dans la finance mondiale pour sauver les banques.

C'est Gordon Brown, le Premier Ministre britannique et ancien ministre des Finances de Tony Blair, qui trouve la solution, en proposant et en appliquant chez lui, dès octobre 2008, la nationalisation partielle des banques (Northern Rock, HBOS, Bradford & Bingley,...), assortie d'un apport de fonds propres et d'un approvisionnement en liquidités : l'apport de fonds propres pour renforcer la solidité des banques, l'apport de liquidités (prêts de la Banque centrale) pour permettre que le crédit reprenne son cours normal. Tous les pays s'inspirent alors de cet exemple, parfois - comme aux États-Unis - en masquant le côté « nationalisation », parfois au contraire - comme en France - en le revendiquant haut et fort : ce sera notamment le cas de Dexia et Fortis¹⁰.

Cette intervention massive des États, plus ou moins coordonnée, a permis d'enrayer le processus de défiance bancaire qui menaçait. On a évité les ruées vers les guichets qui avaient eu lieu en 1929.

⁸ Ibrahim Verde, « La dérive des produits financiers », *Manière de voir*, n° 102

⁹ Michel Rocard, « La crise sonne le glas de l'ultralibéralisme », entretien avec Françoise Fressoz et Laetitia Van Eeckhout, *Le Monde*, 3.11.2008

¹⁰ D'après Denis Clerc, « La crise financière est-elle derrière nous ? », *Alternatives Economiques*, 26.11.2008

Le G20 est réuni le 15.11.2008, à la demande de Nicolas Sarkozy et Gordon Brown. Outre la mise en place d'une coordination des politiques budgétaires, on attendait de ce sommet la définition d'une nouvelle architecture financière avec des règles de fonctionnement strictes et contrôlées par un superviseur international (une sorte de super FMI) doté de moyens et de compétences, s'imposant aux banquiers et aux États ; sans oublier la fermeture des paradis fiscaux.

Le sommet a effectivement insisté sur les politiques de relance budgétaire, sans cependant s'engager sur une réelle coordination. Il a condamné fermement la tentation protectionniste. Cependant, il est resté relativement flou sur les mesures de régulation financière : celles-ci devraient demeurer au plan national, même si les participants ont exprimé le souhait d'aller vers une meilleure coordination pour éviter un dumping réglementaire.

Le G20 s'est conclu sur trois affirmations importantes¹¹ :

- Les banques devront assumer les risques qu'elles prennent de façon plus importante que ce n'est le cas. Toutefois, rien n'a été dit sur la façon d'évaluer les risques en question. Or, on le sait, les agences de notation, qui en sont chargées, ont été gravement défaillantes.
- Les organismes qui interviennent sur ce que l'on appelle le « marché des produits dérivés » (en pariant sur la hausse - ou la baisse - des taux d'intérêt, des taux de change, des cours en Bourse, etc.), seront davantage encadrés et surveillés que ce n'est le cas aujourd'hui. Mais rien n'a été dit sur le mode de surveillance qui sera privilégié.
- Enfin, les paradis fiscaux feront l'objet de mesures visant à les limiter et à leur imposer un minimum de transparence. Mais, là encore, l'affirmation reste très floue, et l'on ne sait ni les places financières visées, ni quel type de mesures sera pris.

Le signal donné paraît donc assez 'mou'. Il reste à traduire les intentions en actes, et pour cela il faudra probablement attendre la prise de fonction de Barack Obama le 20 janvier 2009 et le sommet de Londres en avril 2009.

L'Europe n'a malheureusement pas su montrer de front uni. Elle n'a pas été capable de donner une réponse coordonnée à la crise financière ; les États se sont portés au secours de leurs propres banques (Irlande, Allemagne...), sans concertation aucune. Seul point positif : les banques centrales ont fait preuve de coordination.

Le FMI vient au secours des pays du Sud en difficulté, et, tirant la leçon du passé, allège les conditions de son aide financière.

La panique financière semble être stoppée, mais tout n'est pas réglé. L'opacité du système financier construit grâce à la dérégulation financière n'a pas été dissipée, et rien ne garantit, à ce jour, que tous les cadavres aient été exhumés des placards.

Le bilan 2008 est néanmoins très lourd : les marchés financiers ont globalement plongé de 43%.

¹¹ D'après Denis Clerc, *Alternatives Economiques*, nov. 2008

Une crise économique

1. *Le constat*

De par l'interdépendance des grandes économies, la crise s'est transmise de façon quasi-immédiate des États-Unis et de la City de Londres au reste du monde, mais également de la finance à l'économie.

L'économie réelle flanche partout¹². La vague de défiance et le rationnement du crédit déclenchés par la panique financière accélèrent un ralentissement économique déjà bien engagé pour des raisons qui n'étaient pas liées directement à la finance (hausse des cours du pétrole et matière premières, notamment). En France, de nombreuses PME sont acculées à la faillite du fait de l'assèchement brutal du crédit ; et ce malgré le rappel à l'ordre adressé par Nicolas Sarkozy aux banques concernant l'impératif de respect du « pacte moral passé entre la collectivité nationale et les établissements de crédit » de par le soutien de l'État. Le chômage est reparti à la hausse, et les annonces de plans sociaux se succèdent. La consommation est en berne. L'investissement des entreprises recule.

Le secteur du bâtiment est gravement touché. Les prix de l'immobilier s'effondrent parce, outre le fait que l'accession à la propriété qui repose sur le crédit est gelée, plus personne n'ose acheter un nouveau logement, de peur de ne pouvoir revendre celui où il habite actuellement.

Le secteur automobile est particulièrement sinistré. Les grands constructeurs des quatre coins du monde (États-Unis, France) appellent à l'aide leurs gouvernements, criant à la faillite prochaine si rien n'est fait ; une perspective qui a de quoi inquiéter, vu le poids salarial de l'industrie automobile et ses répercussions sur la production d'acier et de minerais. Tant l'Europe que les USA s'apprêtent à injecter des millions d'euros ou milliards de dollars dans le secteur, oubliant l'alerte déclenchée par la flambée du cours du baril de l'été.

Comme l'avait bien vu Keynes dans les années 1930, face au ralentissement de l'activité, les acteurs économiques développent des « anticipations » pessimistes. Lorsque tous anticipent un ralentissement de l'activité, cela aboutit à geler nombre de projets d'investissement, tant pour les particuliers que pour les entreprises. Le risque existe alors qu'un cercle vicieux se développe : moins de consommation engendre moins d'investissement, qui engendre moins d'activité, qui suscite davantage d'épargne de précaution, qui... Nous passerions alors de la récession (une légère réduction d'activité) à la dépression (un ralentissement marqué et durable).

Le FMI s'attend à ce que les pays occidentaux connaissent en 2009 la pire récession économique de l'après-guerre dans les pays développés. Selon le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, on va vers une perte de 8 à 10 millions d'emplois dans la zone OCDE et de 20 à 25 millions dans le monde d'ici à 2010¹³.

De proche en proche toute l'économie est touchée, mais également tous les pays ; la crise se mondialise créant un risque d'appauvrissement mondial.

On pouvait en effet espérer que les pays non occidentaux restent épargnés par la crise, dans la mesure où leurs banques s'étaient tenues à distance des subprimes. Mais le

¹² D'après le dossier « La crise jusqu'où ? », dans *Alternatives Économiques*, déc. 2008

¹³ Dans *Le Monde*, 22.12.2008

ralentissement des échanges mondiaux se répercute sur leurs exportations, et la chute du prix des produits de base fragilise les exportateurs de matière premières (prix du baril de pétrole divisé par deux en quelques mois, effondrement du prix des produits agricoles et des produits de base industriels). Du fait de la chute du cours du baril, les pays du Golfe ont perdu un an de recettes pétrolières entre juillet et décembre 2008. La Russie, l'Amérique latine et l'Afrique, dont les exportations sont centrées sur l'énergie, les produits alimentaires ou les matières premières, voient fondre leurs revenus extérieurs. De plus, les investisseurs internationaux se détournent maintenant des marchés émergents, qu'ils jugeaient pourtant si attractifs du fait de leur forte et continue croissance : les Bourses des pays émergents ont chuté de près de 30% sur le mois d'octobre 2008. L'économie chinoise devrait être la seule des grandes puissances économiques à croître en 2009. On annonce que la crise pourrait durer au moins jusqu'à mi-2010.

Les pays du Sud sont également touchés du fait de la réduction des transferts de fonds des immigrés vers leur pays d'origine. La crise a en effet un impact sur les flux migratoires. Le chômage qui sévit au Nord va faire chuter ces flux avec des risques importants de fragilisation des populations au Sud. Les travailleurs migrants, qui occupent souvent des postes non qualifiés, sont parmi les premiers à perdre leur emploi. En Espagne, par exemple, les immigrés commencent à être concurrencés par les autochtones pour les travaux des champs. Or une partie de leur salaire est transférée vers leur pays d'origine. Ainsi, en 2007, 190 millions de travailleurs migrants dans le monde ont fait parvenir à leur famille 318 milliards de dollars (environ 248 milliards d'euros), selon les statistiques de la Banque mondiale¹⁴.

Enfin ces pays subissent les répercussions de la crise au travers des institutions internationales qui leur accordent des prêts. Les objectifs du Millénaire 2020 sont compromis : réduction de moitié de la pauvreté, accès facilité à l'eau pour 2/3 des habitants de la planète, etc. La faim progresse à nouveau dans le monde. Ce sont les plus pauvres, ruraux mais aussi urbains désormais, qui gonflent les rangs des sous-alimentés. Selon les estimations de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 963 millions de personnes souffrent de la faim en 2008 ; soit 40 millions de plus qu'en 2007. Le bilan s'est surtout alourdi du fait de l'envolée des prix alimentaires, et la crise économique pourrait aggraver la situation¹⁵.

2. Les réponses

Les plans de relance économique fleurissent un peu partout dans le monde.

Le 9 novembre 2008, le gouvernement chinois annonce un plan de près de 600 milliards de dollars pour financer principalement des nouveaux projets d'infrastructure.

Barack Obama prépare un plan de relance économique ambitieux, - qui devrait s'élever entre 750 et 1'000 milliards de dollars¹⁶ -, avec baisses d'impôts pour les ménages, extension des allocations chômage, soutien au secteur automobile, subventions aux propriétaires en difficulté pour rembourser leurs emprunts, aide aux collectivités locales pour les infrastructures

¹⁴ Yves Mamou, *Le Monde*, 6.12.200

¹⁵ Dans *Le Monde*, 9.12.2008

¹⁶ Selon Steny Hoyer, chef de la majorité démocrate à la Chambre des représentants, dépêche AFP du 4.01.2009

et les dépenses sociales. Néanmoins, il est peu probable que ce plan soit adopté avant début février 2009.

Le 4 décembre 2008, Nicolas Sarkozy annonce un plan de relance budgétaire de 26 milliards d'euros, soit 1,3% du PIB, pour lutter contre la récession et freiner l'envolée du chômage : aides aux entreprises et notamment aux PME, lancement de grands chantiers d'investissements publics, aides aux deux secteurs les plus en crise du bâtiment et de l'automobile. Ses effets ne devraient pas se faire réellement sentir avant l'automne 2009. Outre le fait que le volume affiché inclut nombre de mesures d'ores et déjà engagées ou prévues, les analystes ont regretté plusieurs points¹⁷ : peu de projets d'infrastructure sont liés au final à la transformation écologique des modes de consommation et de production ; les aides accordées au secteur automobile impliquent de facto la mise au placard des politiques en faveur de l'environnement (Grenelle de l'environnement) ; les mesures à portée sociale, de nature à soulager les Français qui sont le plus en difficulté, et qui auraient donc elles un effet immédiat sur la conjoncture, restent très limitées ; les mesures concernant l'emploi consistent à renforcer, une fois de plus, les exonérations de charges à proximité du Smic, ce qui, on le sait, a pour effet de bloquer de plus en plus de salariés au bas de l'échelle des rémunérations.

Là encore, l'Europe a bien du mal à parler d'une seule voix. L'Allemagne, qui après des années de rigueur est parvenue à équilibrer ses finances, a fait valoir à plusieurs reprises qu'elle ne voulait pas payer pour les autres. Les Vingt-Sept ont quand même fini par adopter le 12.12.2008, un plan de relance de l'économie équivalent à 1,5% du PIB de l'Union européenne : ce qui pourrait s'avérer rapidement insuffisant.

Pour Michel Aglietta, professeur de Sciences économiques à l'Université de Paris-X Nanterre, les plans de relance européens apparaissent insuffisants, par rapport à celui des USA, de la Chine¹⁸. Ils devraient être coordonnés, ce qui n'est actuellement pas le cas. Les Anglais essaient de relancer par les ménages, la France et l'Allemagne par les entreprises. Les Européens semblent attendre que les Américains tirent la relance générale. On ne joue pas le jeu d'une coopération globale telle que demandée par le G20.

Par ailleurs, la guerre des changes et la série de dévaluations compétitives (dollar, livre anglaise, rouble) qui s'est mise en place fin décembre 2008, risque de ruiner les efforts de relance et constitue un facteur sérieux d'instabilité financière.

Une lecture plurielle de la crise

Lecture économique et sociale : la fin d'un modèle de croissance

A défaut de consacrer l'effondrement du capitalisme comme le clament de nombreuses voix, cette crise sonne le glas d'un modèle de croissance qui s'est auto-asphyxié en générant, dans les sociétés occidentales, un « degré d'inégalité...devenu un frein à la croissance ».¹⁹ Ce

¹⁷ Guillaume Duval, « Plan de relance : une correction utile mais pas un 'New deal' », *Alternatives Économiques*, 26.11.2008 ; tout le paragraphe s'inspire directement de cet article.

¹⁸ *Dimanche soir Économie*, émission radiophonique, *France Inter*, 4.01.2009

¹⁹ Michel Aglietta, « La crise d'un modèle de croissance inégalitaire », *Alternatives Économiques*, n° 274, nov. 2008 ; tout le paragraphe s'inspire directement de cet article.

modèle qui a dominé nos économies depuis une vingtaine d'années était fondé sur deux pouvoirs : la libéralisation financière qui a installé le diktat de l'actionnariat, et la mondialisation accélérée depuis l'effondrement de l'URSS qui a créé un marché mondial de la main d'œuvre excédentaire et une concurrence forcenée entretenant une forte pression sur les salaires. C'est ainsi que « le compromis qui avait été conclu dans les années d'après-guerre entre salariés et capitalistes a été brisé. »

La croissance n'a pu être entretenue qu'en stimulant la consommation par le crédit. De leur côté, les entreprises ont fait le choix de s'endetter pour augmenter la valeur actionnariale ; d'où une hausse continue de l'endettement privé responsable de plusieurs crises intermédiaires étouffées par l'action des banques centrales.

« La dictature des actionnaires fut le pivot de l'ordre économique de ces deux dernières décennies. »²⁰. Il semble aujourd'hui évident à la plupart des économistes que cette exigence de rentabilité à deux chiffres, fixée de façon extérieure à l'entreprise et sans tenir compte de sa situation réelle, était tout à fait incompatible avec un développement économique durable.

L'innovation financière, avec la pratique du transfert des risques des banques commerciales vers les banques d'investissement, n'a fait que doper ce régime de croissance fondé sur l'endettement. Dès 2004, Michel Aglietta et Antoine Rebérioux²¹, avertissaient "des dérives du capitalisme financier" reposant notamment sur la valeur actionnariale comme "pilier de la gouvernance" et l'"interdépendance des marchés boursiers et des marchés de crédit.". Ils remarquaient que ce modèle induisait une "exigence financière forte, de nature fondamentalement déséquilibrante", une "extériorisation du contrôle [des entreprises], soit [la] vacuité du contrôle" qui n'est plus du ressort des dirigeants d'entreprise (d'où probablement leur irresponsabilité), ainsi qu'un transfert des "risques financiers ... des actionnaires sur les salariés".

La finance mondiale est devenue un jeu d'initiés décroché des réalités économiques, une sorte de casino, échappant à la loi commune avec ses paradis fiscaux, une industrie à part entière, et non plus une activité destinée à financer tous les secteurs de l'économie.

Mais cette frénésie de gain ne s'est pas cantonnée à la sphère financière, elle a contaminé les grandes entreprises et leurs patrons, dotés de rémunérations et de primes gigantesques, de parachutes dorés récompensant l'irresponsabilité la plus totale. En France²², les dirigeants du CAC 40 ont gagné en moyenne 4 millions d'euros en 2007, soit environ 2 siècles de salaire médian. A titre de comparaison, le fondateur de la banque JP Morgan estimait au début du XXème siècle que les dirigeants ne devaient pas avoir un salaire (hors dividendes) qui excède vingt fois celui d'un salarié moyen. Aux États-Unis, la période a vu « les inégalités se démultiplier et l'écart entre les richesses est revenu au niveau du début du XXème siècle »²³, estime Daniel Cohen, professeur à l'École d'économie de Paris. L'argument avancé pour justifier

²⁰ Laurent Cordonnier, « Le casino et le cantonnier », *Manière de voir*, n° 102, déc. 2008-janv. 2009

²¹ Michel Aglietta, Antoine Rebérioux, *Dérives du capitalisme financier*, Albin Michel, 2004 ; informations reprises depuis le site internet : www.ofce.sciences-po.fr/pdf/documents/presentation%20aglietta.ppt

²² Cité par Frédéric Lemaître, dans « Sauvons le capitalisme des capitalistes », *Le Monde*, 25.10.2008 ; tout le paragraphe s'inspire directement de cet article.

²³ Cité par Pierre Cochez, dans *La Croix* du 7.11.2008

ces revenus hors mesure était que les riches, en s'enrichissant, faisaient peu à peu progresser toute la société ; l'augmentation des inégalités, la récession actuelle montrent qu'il n'en est rien. Autre argument tout aussi irrecevable : les rémunérations auraient été liées aux performances. Le principe des parachutes dorés va à l'encontre de cette affirmation. Le BIT, dans l'étude qu'il vient de publier sur les inégalités liées à la mondialisation financière²⁴, constate que les rémunérations des dirigeants ont « engendré des effets très modérés voire inexistantes sur la performance des entreprises ». Selon le Financial Times (cité par Daniel Cohen dans Le Monde 2 du 18 octobre 2008), les dirigeants des banques internationales auraient touché ces trois dernières années environ 95 milliards de dollars, alors que leurs pertes sont évaluées par le FMI à plus de 1000 milliards de dollars.

Il s'est donc produit une cassure du statut du dirigeant : au service des actionnaires seulement, et non plus au service de l'entreprise (dérive stakeholders/shareholders ; partenaires/actionnaires). La rentabilité à long terme a quasi-systématiquement été sacrifiée à la rentabilité immédiate, induisant par là une destruction du patrimoine industriel et du tissu social, jusqu'à la possible mise en péril de nos démocraties de par l'explosion des inégalités (risque de révoltes sociales).

On voit bien que c'est l'ensemble des rapports au sein de l'entreprise qui s'est trouvé perverti : dirigeants/salariés, actionnariat/salariat.

Pour Michel Rocard, cette crise « sonne le glas de l'ultralibéralisme, cette école de pensée.. qui voulait croire que l'équilibre du marché est optimal et que moins on a de règles, plus on a des chances d'arriver à l' "optimalité" »²⁵.

Alan Greenspan, patron de la Réserve fédérale américaine (Banque centrale américaine) pendant presque 20 ans, interrogé en octobre 2008 par la Commission du Budget du Congrès Américain, a reconnu avoir commis une erreur idéologique en considérant que les marchés étaient capables de se réguler tout seuls.

Ainsi, s'il ne s'agit pas de la fin du capitalisme, cette crise met fin à une manière de penser les systèmes économiques, - lois implacables, systèmes inéluctables -, qui a barré d'autres solutions et réflexions au profit de cette idéologie de l'ultralibéralisme. Depuis, plus de vingt ans, la dérégulation, la mondialisation, les privatisations, externalisations et délocalisations, ont fonctionné comme de véritables dogmes. Il est d'ailleurs intéressant de noter, comme le souligne un économiste, que « Leurs promoteurs avaient aussi gagné la bataille des idées en discréditant toute autre politique ».²⁶

²⁴ Bureau international du Travail, Rapport sur le travail dans le monde 2008. « Les inégalités de revenu à l'épreuve de la mondialisation financière (World of Work Report 2008 : Income inequalities in the age of financial globalization) », Institut international d'études sociales, Genève, 2008

²⁵ Michel Rocard, *Le Monde*, *ibid.*

²⁶ Frédéric F. Clairmont, « Les armes de la finance », dans *Manière de voir* No 102, Déc. 2008-Janv. 2009

Une lecture morale : une crise des valeurs

Tant la crise actuelle, que les scandales qui l'ont annoncée (Crédit Lyonnais, Enron, Kerviel) nous renvoient l'image d'une sphère économique, et plus largement d'une société, dépourvues de repères, de limites : d'aucuns parlent de corrosion des valeurs morales.

Jean-Joseph Goux, philosophe, remarque que "cette logique boursière des valeurs n'affecte pas seulement l'économie mais l'ensemble des valeurs (éthiques, esthétiques), les vouant à une radicale 'frivolité'"²⁷. La suprématie des marchés financiers a conduit à remplacer la valeur objective des biens et des entreprises par une valeur subjective, "convergence passionnée de milliers de subjectivités inquiètes ou avides, à la fois rivales et grégaires." Il voit dans cette crise financière "une crise plus générale du fondement". "Qu'est-ce qui fait mesure ?", interroge-t-il.

Avidité, cupidité, - gagner le maximum, au plus vite, en prenant le minimum de risques - irresponsabilité, démesure (on parle beaucoup en ce moment d'ubris), mépris des lois et des règlements (le patron de Novartis s'accordait lui-même ses propres augmentations de salaires sans même se sentir tenu de passer par son conseil d'administration) : ces comportements n'étonnent plus personne, ne sont pas même considérés comme répréhensibles, car seule compte la réussite, ou ce qui est investi comme tel. L'intervention de L'État volant au secours des banques et des grandes entreprises légitime ces pratiques, puisque ceux qui ont fait preuve d'ubris, d'irresponsabilité ne sont pas sanctionnés, ou à la marge. Le tribunal de commerce de Nanterre a certes rendu le 3.12.2008 une décision inédite en condamnant deux dirigeants de Rhodia à rembourser, sur leurs propres deniers, des indemnités de départ de 2,1 millions d'euros versées en 2004 à l'ancien patron du groupe Jean-Pierre Tirouflet, au motif qu'il s'agissait de conditions de départ "indues" ; mais cela reste une exception. Cette immoralité semble même totalement assumée par certains hommes politiques : le député Philippe Marini n'a pas hésité à proposer de défiscaliser une partie des pertes en bourse des petits porteurs, proposition qui a été, fort heureusement, refusée.

Il est clair que la chute du mur de Berlin et la disparition du communisme, ont laissé l'Occident en mal d'adversaire et le capitalisme de contre-pouvoir ; plus d'idéologie, autre que la recherche exacerbée de la réussite individuelle au détriment du bien commun, débouchant presque naturellement sur des arrangements avec la morale. Dans nos sociétés, c'est toute une génération qui a été conditionnée par ce discours collectif ; mais également, du fait de la mondialisation culturelle, les populations des pays en voie de développement qui se tournent vers les pays riches en quête d'un modèle à imiter. Hervé Kempf, journaliste au Monde, parle d'un phénomène de "rivalité ostentatoire ... au cœur du fonctionnement de la société planétaire... Les coutumes des classes les plus riches définissent le modèle culturel suivi par l'ensemble de la société".²⁸ Il s'inspire des travaux de l'économiste Thorstein Veblen, pour qui le ressort de nos économies tient dans "la tendance à rivaliser - à se comparer à autrui pour le rabaisser".²⁹ La production ne vise plus à assurer les besoins de la collectivité, mais à permettre "d'étaler ses richesses afin de se distinguer d'autrui". L'analyse est sombre et peu glorieuse pour

²⁷ Jean-Joseph Goux, « Spéculations fatales. La crise économique de 2008 », dans *Esprit*, déc. 2008, pp.39-50

²⁸ Hervé Kempf, *op. cit.*, p. 21

²⁹ Hervé Kempf, *op. cit.*, p. 31

notre humanité commune, mais, difficile de la répudier totalement. On pense aux travaux de René Girard sur "la rivalité mimétique".

On s'interroge aujourd'hui sur la nécessité, ou la possibilité, de moraliser le capitalisme. Question légitime, mais le diagnostic et l'enjeu débordent le capitalisme en tant que théorie du développement économique. Il y va de notre manière de vivre ensemble, sociale et politique. Rappelons que l'aboutissement de la crise de 1929 a été l'installation du fascisme en Europe et la guerre. Déjà, on peut constater que la xénophobie fait bien partie des nombreux maux générés par la crise économique : le 12.12.2008, 300 manifestants d'extrême droite se rassemblaient au centre de Moscou pour réclamer une "Russie pour les Russes".³⁰

Pour Paul Bernard³¹, - ancien préfet de la Région Rhône Alpes, qui préside aujourd'hui un groupe hospitalier mutualiste privé non lucratif -, tout pouvoir livré à lui-même rend fou (mondialisation déréglementée, libéralisme débridé). Les maladies du capitalisme sont celles de la société toute entière : inconscience, irresponsabilité générale, « culte du veau d'or ». Le capitalisme a trahi son esprit, en s'engageant dans un contresens fondamental : gagner plus d'argent avec moins de risques, alors qu'à la base c'était un pari, une aventure. Sa finalité n'est pas d'accumuler des richesses, mais de réaliser avec ces richesses un progrès économique et social, et de répondre aux besoins des populations. L'entreprise est évidemment un centre de production de richesses, mais aussi de valeurs. Elle s'articule sur une communauté humaine de travail : il faut donc imposer une solidarité entre actionnaires, dirigeants et salariés. Paul Bernard insiste sur l'importance de l'exemple : nous avons la responsabilité de témoigner de comportements conformes à l'exigence humaine, non de morale mais de vertu au sens de l'intérêt général. Ce combat entre profiteurs et promoteurs est éternel : il ne faut pas abandonner la partie.

Chantal Delsol³¹, philosophe, professeur de sciences politiques à l'Université de Marne-la-Vallée, souligne que nos sociétés occidentales ont aujourd'hui une conception de la morale comme affaire privée. Chacun est libre de choisir son échelle de valeurs. Personne, - ni l'État, ni la religion -, ne saurait imposer un souverain bien. Nous vivons une période où tout est neutre : s'enrichir, faire des bénéfices énormes ; chacun a raison pour son propre compte, nous vivons en régime de valeurs avec des petits v, chacun la sienne. Or, il est impossible de moraliser la société par la loi, car ce sont les lois qui s'inspirent d'une morale commune. Ce sont les individus qui se comportent bien, inspirés par des principes moraux qui ne viennent pas de l'État, mais des religions, des sages.

Terminons par la lecture d'un psychologue, Jean-Pierre Winter³², qui, à propos du capitalisme libéral financier, parle d'"un système délirant", au sens clinique du terme, c'est-à-dire de la substitution d'une réalité virtuelle à une réalité que le sujet délirant se refuse à accepter pour ce qu'elle est : souffrance, frustration, etc. En effet, nous avons créé une société où le virtuel tend à devenir le réel : qu'il suffise de penser au réseau internet qui permet à chacun d'évacuer le réel, de s'exprimer dans l'anonymat, sans assumer la responsabilité de ses propos, "lieu de communication et non de parole". Il s'ensuit une désobjectivation, une disjonction entre

³⁰ Marie Jégo, *Le Monde*, 13.12.2008

³¹ *Moraliser le capitalisme ?*, Émission radiophonique, France Culture, 19.12.2008

³² Jean-Pierre Winter, *Autres dimensions de la crise*, Émission radiophonique, France Culture, 24.12.2008

le symbolique et le réel. Cette crise violente pourrait ainsi avoir pour fonction de "mettre fin au délire et faire que la sphère virtuelle puisse rejoindre la sphère du réel". Il y a urgence, car, rappelle-t-il, "la seule chose que l'on peut faire c'est désirer être dans ce monde".

Une lecture théologique³³

Henri Madelin, dans une conférence donnée le 1er décembre 2008, remarque que Dieu est dans cette crise : ou plutôt, dit-il "quelque chose de Dieu est dans cette crise", en ce qu'elle atteint les hommes et les femmes dans leurs racines, et donc dans leur lien avec Dieu.

Henri Madelin rappelle la lecture de la crise de 1929 par Teilhard de Chardin, qui était animé par cette conviction que, depuis l'atome jusqu'aux modes d'organisation de nos sociétés, l'Esprit est au travail dans l'univers. Son analyse de la catastrophe de 1929 s'avère d'une étonnante pertinence pour la crise actuelle.

Pour Teilhard de Chardin, la crise est l'expression d'une panne de la volonté d'avancer ; c'est un bouleversement dans lequel les hommes et les femmes manifestent qu'ils ne comprennent plus le monde dans lequel ils vivent, ce qui les conduit au découragement et au désespoir. Son cri d'alarme résonne de façon quasi-prophétique pour notre temps : "Continuez à tenir l'Homme pour un surcroît accidentel ou un jouet au sein des choses, et vous l'acheminez à un dégoût ou à une révolte qui, s'ils se généralisaient, marqueraient un échec définitif de la vie sur la Terre"³⁴. Il relevait que l'approche des grands changements était repérable à certains signes, au nombre desquels l'unification du monde et la personnalisation des consciences. Force est de constater que ces signes sont bien présents dans nos sociétés.

- D'une part, depuis l'après-guerre, notre monde va vers une unification, même si cela se fait dans une agitation extrême : réveil des grands ensembles, rôle qu'essaient de jouer l'ONU, l'Europe dans le concert souvent dissonant des nations.

- D'autre part, les individus deviennent de plus en plus conscients d'eux-mêmes, de leur potentiel, de ce qu'ils portent en eux : pensons aux Chinois qui bravent leur gouvernement, s'organisent pour faire face à la répression et continuer à communiquer avec le monde malgré la censure sur internet. L'humanité est devenue beaucoup plus critique, plus démocratique ; et, pour sortir de la crise, il faudra tenir compte de cet esprit critique.

Henri Madelin note que si nous avons le sentiment d'être projetés dans la fin d'un monde, ce n'est pas pour autant la fin du monde ; plutôt le surgissement un monde autre. Il cite Thérèse de l'Enfant Jésus parlant du "sourire de l'éclair dans le ciel".

Pour la première fois, le monde est rassemblé dans la douleur, mais en même temps dans une certaine liberté. Comment allons-nous réagir, nous qui en Occident faisons partie du bloc riche ? Riches, même si nos modes de fonctionnement économiques et sociaux créent de plus en plus de pauvres ; nous sommes riches d'histoire, de savoir, de facilité de vie, de capacité de déplacement, toutes choses qui nous sont enviées par les pays du Sud. Nous allons passer par une phase de moins grande richesse, même s'il est peu probable que nous tombions dans l'extrême pauvreté. C'est un immense bouleversement qui implique une remise en cause de nos

³³ D'après Henri Madelin, conférence du 01.12.2008

³⁴ Pierre Teilhard de Chardin, *Le Phénomène humain*, Paris, Éditions du Seuil, collection Points Sagesse, 1960

styles de vie : manière de se déplacer, habitat. La manière de vie pourrait devenir plus importante que le niveau de vie, les raisons de vivre que les moyens de vivre. Accepter de changer nos habitudes matérielles, mais aussi inventer de nouvelles relations sociales. Aujourd'hui, il y a plus de joie de vivre dans les bidonvilles du Brésil que dans les quartiers de nos villes : c'est là un des symptômes de cette maladie de civilisation.

Un changement est impératif, tant au plan social et communautaire, qu'au plan personnel. Nous avons l'opportunité de nous laisser mettre en route vers une autre manière de vivre ensemble, d'accepter de nous défaire de tout ce qui nous encombre et qui ne nous sert à rien. Aujourd'hui, nous pouvons être riches de ce nouvel élan, même si cela passe par un appauvrissement par rapport à certains biens.

Une opportunité

Un nouveau modèle économique et social

Le discours collectif a martelé pendant des années que la mondialisation et la soumission de l'économie mondiale aux impératifs du capitalisme financier étaient incontournables, sous peine, pour les pays du Nord, de passer à la trappe de l'histoire et, pour les pays pauvres, de s'enkyster dans la misère. Il est indéniable, - et c'est là un point très positif -, qu'après des années de confiance aveugle dans ce libéralisme débridé d'un côté et de résignation devant une mécanique folle de l'autre, émerge aujourd'hui, dans l'ensemble de la classe politique et dans l'opinion publique, une prise de conscience de la nécessité de changer de paradigme économique et social.

1. Le retour de l'État

Rappelons que Saint Augustin voyait dans la convoitise de l'argent et des biens l'un des trois grands péchés de l'homme déchu, et considérait qu'incombait à l'État la tâche de contenir les manifestations dangereuses des passions humaines. Calvin reprendra, en partie du moins, cette conception.

A l'inverse, pendant toutes ces années de mondialisation galopante, les états nationaux ont souvent paru impuissants devant le pouvoir de l'économie, au point que l'on a même annoncé la fin du politique. La crise actuelle, avec l'intervention massive des États occidentaux volant au secours des établissements financiers, semble accréditer la thèse d'un retour de l'État. Pour autant, nous n'allons probablement pas assister à une suite de nationalisations, sorte de revanche à la cohorte de privatisations qui ont démembré nos services publics. Selon Michel Aglietta³⁵, ce retour de l'État devrait plutôt prendre la forme d'un contrôle public plus volontaire et plus intrusif, capable de s'exercer effectivement au cœur même des institutions financières.

La crise a également relancé le débat sur la mise en place d'un gouvernement économique européen. Mais le transfert de souverainetés que cela impliquerait rend cette perspective peu probable.

³⁵ Michel Aglietta, *Alternatives Economiques*, *ibid.*

Hannah Arendt³⁶ définit le politique comme le propre de l'homme, en tant que lieu où cohabitent les hommes libres et égaux et où peut s'exercer le jeu des potentialités, dans la confrontation libre d'une pluralité d'idées. On peut faire l'hypothèse, et évidemment souhaiter, que cette crise contribue à réhabiliter l'implication citoyenne dans l'action politique, selon la conception de la philosophe : une parole libre et courageuse surgissant dans l'espace public, où une pluralité d'hommes libres (citoyens) peut dialoguer (modèle de l'assemblée, l'ecclésiastion grecque).

2. La « croissance verte »

Affolés à la perspective de naufrage de l'industrie automobile, avec des millions de licenciements à la clé, tant l'Europe que les USA s'appêtent à injecter des millions d'euros ou milliards de dollars dans le secteur. Vite oubliées l'alerte déclenchée par la flambée du cours du baril de l'été, et l'opportunité qu'elle constituait d'inciter nos sociétés occidentales à se tourner vers d'autres moyens de transport. Et pourtant, les courbes d'évolution du parc automobile sont éloquentes. Ceci d'autant plus que l'on a vendu aux immenses pays en pleine croissance que sont la Chine et l'Inde (2,3 milliards d'hab., 1/3 population mondiale) l'idée que chaque citoyen disposerait un jour du confort moyen d'un occidental : 1 voiture pour 2 américains ; 1,3 milliard de chinois, cela veut dire 700 millions de voitures ! Insensé !³⁷

Effectivement, la crise écologique pourrait constituer une chance pour la crise économique. L'écologie pourrait susciter une croissance dite "croissance verte".

Jean-Louis Borloo, ministre français de l'écologie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, affirmait : "La croissance verte sera, au contraire, au cœur du redémarrage de l'économie. Nous construisons un nouveau concept de 'keynésianisme vert' "³⁸. Des estimations tablent sur une possibilité de création de plus de 500'000 emplois entre 2009 et 2020, notamment grâce à des programmes de grands travaux dans l'habitat et les transports. Mais là encore, il reste à concrétiser les discours. A cet égard, le plan de relance annoncé le 3.12.2008 par Nicolas Sarkozy n'a pas entièrement convaincu. Les associations de défense du climat et de l'environnement, qui avaient été associées au Grenelle de l'environnement, ont exprimé leur "déception" devant l'annonce de la construction de trois nouvelles autoroutes accompagnant, de façon quelque peu schizophrénique, l'incitation aux économies d'énergie.

Les États-Unis, pourtant peu réputés pour avoir une fibre écologique très développée, pressentent qu'il pourrait y avoir des affaires à réaliser sur ce terrain encore en friche ('Green is money'). Le 11.12.08, Barack Obama a choisi le prix Nobel de physique Steven Chu, un partisan affirmé de la recherche d'énergies renouvelables et alternatives, pour occuper le poste de secrétaire à l'Énergie. M. Obama a également choisi trois personnalités politiques expérimentées favorables à la régulation pour occuper des postes ayant trait à l'environnement : un signe d'une volonté de changer l'approche des États-Unis en matière de climat et d'énergie, peut-on penser.

³⁶ Citée par Henri Madelin, conférence du 1.12.2008

³⁷ D'après Henri Madelin, *ibid.*

³⁸ Dans *les Echos* du 1.12.2008

Quelques jours avant la tenue du G20 le 15.11.2008, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a réaffirmé sa conviction que "la réponse aux deux crises, financière et climatique, tient dans le développement d'une économie verte"³⁹. Il a rappelé que l'urgence de la crise financière mondiale ne constituait en aucun cas "une excuse pour négliger la seconde."

En Chine, on estime que les investissements de capitaux verts sont passés de 170 millions de dollars en 2005 à plus de 720 millions en 2008 ; en quelques années à peine, la Chine est devenue un leader mondial en termes d'énergie solaire et éolienne, employant plus d'un million de personnes.

Les pays qui sortiront le plus vite de cette crise seront probablement ceux qui auront su prendre au sérieux l'outil écologique. Cela requerra des États une réelle volonté persévérante, une politique incitative et cohérente pour accompagner les inévitables changements de nos modes de vie, de production et de consommation. En effet, il serait dangereux et inefficace de penser qu'il suffit de s'en remettre au progrès technologique, - mise au point de produits économes en énergie, entièrement recyclables -, et de se hâter de perdre de vue que cela implique une modification de nos comportements individuels et collectifs.

3. Une économie sociale et solidaire

Il est d'ores et déjà évident que ceux qui risquent le plus de souffrir de cette crise sont les plus vulnérables : personnes licenciées, petites entreprises conduites à la faillite, pays très pauvres.

La recherche du profit maximal par chacun, - individu, entreprise, pays-, devait conduire mécaniquement au bien-être pour tous (récupération déformée du principe de "la main invisible" d'Adam Smith). Or, ce modèle n'a conduit qu'à un appauvrissement général, une explosion des inégalités, une rupture des solidarités et de la cohésion sociale. Il est donc impératif d'aller vers un nouveau contrat social, vers plus de solidarité.

Susan George, politologue et présidente d'honneur et membre du Conseil scientifique d'Attac, prône un nouveau capitalisme qui ne se réduise ni à un retour de l'État comme garantie universelle, ni à un retour à la toute-puissance des marchés. Il s'agit, selon elle, de définir ce qui est dans le marché et ce qui ne l'est pas : eau, éducation, santé, recherche médicale, etc. L'avenir réside pour elle dans une économie sociale, écologique, solidaire et démocratique.

A cet égard, l'économie sociale et solidaire, encore balbutiante, peut constituer un espoir et montrer une direction⁴⁰. Dans tous les secteurs, un certain nombre d'entreprises, aux formes très variées, fonctionnent déjà sur ce modèle avec le souci de remettre l'homme au cœur de l'économie : sociétés coopératives de production (comme Chèque Déjeuner), entreprises mutualistes (comme la Macif), entreprises d'insertion par l'activité économique (comme Envie), entreprises de commerce équitable (comme Ethiquable). Elles considèrent le profit comme un moyen et non comme une fin en soi, travaillent à concilier l'intérêt individuel et l'intérêt

³⁹ Ban Ki-Moon, *Le vert, couleur de l'espoir*, traduit de l'anglais par Bérengère Viennot, Project Syndicate, 2008., www.project-syndicate.org

⁴⁰ D'après *Au-delà de la crise financière : l'économie sociale et solidaire, un espoir*, diffusé sur AgoraVox, http://www.agoravox.fr/print_article.php3?id_article=45524&format=print

collectif, la croissance et la préservation de l'environnement, le développement local et la coopération avec les pays du Sud, la rentabilité nécessaire et raisonnable avec la pérennité.

Il existe donc d'autres manières de travailler et de produire, mais également d'autres manières de consommer, d'épargner et d'investir.

Nous, États, citoyens, avons le choix : le choix de consommer ou pas au détriment de salariés, du Nord comme du Sud, de la planète et des générations futures. Il y a là toute une culture à acquérir, développer et transmettre. Mais des outils sont également nécessaires, notamment des indicateurs sociaux et environnementaux pour poser nos actes d'achat en connaissance de cause et en conscience. Notre manière de consommer peut-être un pouvoir, un moyen d'action aussi, voire plus, puissant que notre bulletin de vote.

Cette crise a fait la preuve qu'une croissance égoïste au détriment des plus pauvres n'est pas seulement amoral ; elle ne produit qu'un contre-résultat. Nous dépendons les uns des autres, et, bonne nouvelle, nous dépendons également des plus pauvres que nous. Olivier Consolo, Directeur de la Confédération des ONG d'urgence et de développement, constate : « Aujourd'hui, la question n'est plus seulement le développement des pays pauvres. La nouveauté c'est que le développement des pays du Nord n'est plus un modèle universel...Son défi des cinquante prochaines années sera de promouvoir un développement soutenable et plus juste pour six milliards d'individus. »⁴¹.

Un nouveau Souffle

En effet, comment ne pas voir dans cette crise, en même temps qu'une terrible catastrophe, dont le prix humain est d'ores et déjà injustifiable, l'ouverture d'une nouvelle perspective pour l'humanité, l'émergence d'une nouvelle espérance ?

Nous avons le sentiment d'être les jouets d'une sorte de fatalité économique et historique qui allait vers toujours plus d'inégalités et d'exclusion, toujours plus de désespoir ou de résignation au "cours naturel" des choses. Et voilà que cette crise vient nous montrer l'inefficacité de ce modèle, que nous nous étions laissé aller à prendre pour 'Le modèle unique', et nous rend la liberté d'envisager d'autres modes de développement.

Nous, citoyens, mais aussi croyants et chrétiens, sommes appelés à renoncer à l'impuissance et au défaitisme, à nous laisser mettre en route, et à témoigner par notre vie concrètement de ce souffle de l'humanité ravivé, renouvelé par le Souffle divin.

Dom Pierre Longeat, abbé bénédictin de Ligugé, dans une interview au quotidien *La Croix*⁴², voulait voir dans cette crise « une interrogation qui nous permet de renaître ». Il évoque la nécessité de donner la priorité au partage, et appelle les communautés chrétiennes à « non seulement le dire, mais le faire, ...vivre réellement, voire prophétiquement, cette dimension aujourd'hui, à mettre en œuvre des projets pour le bien d'autrui, pour le bien commun. C'est ainsi qu'elles témoigneront de l'Évangile comme d'une réalité possible ».

Dans une lettre rédigée à l'occasion de la rencontre du Kenya, du 26 au 30 novembre 2008, le frère Alois, prieur de la Communauté de Taizé, interroge les jeunes en ces termes :

⁴¹ Propos cités dans « Six voix du Sud interpellent l'Europe », *La Croix*, 31.10.2008

⁴² Dom Pierre Longeat, *La Croix* du 2.01.2009

« Pour que le progrès technique et économique aille de pair avec plus d'humanité, il est indispensable de chercher un sens plus profond à l'existence. Face à la lassitude et au désarroi de beaucoup, la question se pose : de quelle source vivons-nous ?... Pour participer à la construction d'une famille humaine plus unie, une des urgences n'est-elle pas de regarder le monde 'à partir d'en bas' ? Ce regard implique une grande simplicité de vie. ». Il cite le théologien allemand Dietrich Bonhoeffer qui, depuis sa prison écrivait en 1943 : « C'est une expérience d'une valeur incomparable que d'avoir appris tout à coup à regarder les grands événements de l'histoire mondiale à partir d'en bas, depuis la perspective des exclus, des suspects, des maltraités, des gens sans pouvoir, des opprimés et des rejetés, en un mot : de ceux qui souffrent. »

Le christianisme peut incontestablement apporter des pistes de réflexion et d'engagement pour construire ensemble une société plus juste, plus équitable.

A cet égard, un signe fort a été émis par un certain nombre de personnalités publiques qui ont signé un appel, publié le 24.12.2008 par douze quotidiens français, sur le thème "Noël dans la crise : un rendez-vous pour l'espérance". Ce texte invitait à conserver espoir et courage face à la crise dans laquelle l'économie mondiale se trouve plongée et, - nouveauté notable -, rappelait la pertinence des grands principes de la doctrine sociale de l'Église, comme « socle de réflexion » pouvant « inspirer tout mode d'organisation durable de la société » ⁴³

Il nous semble intéressant de citer ici l'essentiel de cet appel : "La naissance du Christ parmi les plus pauvres, autant dire presque dans la rue, mais aussi de nombreux textes bibliques et écrits sociaux des Églises chrétiennes, nous renvoient à des références éthiques essentielles pour affronter la crise. La pensée sociale chrétienne qui s'appuie sur ces références n'est pas une alternative à un quelconque système économique mais un socle de réflexion qui a vocation à inspirer tout mode d'organisation durable de la société.

Ce socle repose sur deux priorités :

- celle de l'homme sur l'économie, l'économie est au service de l'homme et non l'inverse,
- et celle des pauvres sur les privilégiés, l'équité condamne une trop grande inégalité entre les revenus.

Ces deux priorités définissent les six piliers fondateurs de la pensée sociale chrétienne : la destination universelle des biens (la propriété privée est légitime si son détenteur en communique aussi les bienfaits à ceux qui en ont besoin) l'option préférentielle pour les pauvres, le combat pour la justice et la dignité, le devoir de solidarité, le bien commun et le principe de subsidiarité (faire confiance à ceux qui se trouvent au plus près du terrain pour résoudre ensemble leurs difficultés) ... Ce faisant, les chrétiens ne condamnent pas l'économie de marché sous toutes ses formes. Ils rappellent - et sur ce point, ils sont d'accord avec l'économiste Adam Smith - que ce type d'économie ne peut fonctionner que dans des sociétés basées sur les valeurs morales que sont le respect des autres et une certaine sobriété dans l'usage des biens matériels. Il s'agit donc de ne récuser ni le profit, ni les investisseurs qui prennent des risques dans l'entreprise, mais d'appeler à une indispensable régulation de leur fonctionnement

⁴³ « La célébration de la naissance du Christ doit nous faire redéfinir le sens que nous donnons à l'économie », *Le Monde* du 24.12.2008

par les autorités publiques et par l'action de corps intermédiaires tels que les organisations non gouvernementales et les syndicats, notamment.

Les chrétiens ont des valeurs à faire fructifier avec ceux qui ne partagent pas nécessairement leur foi. Et les plus privilégiés d'entre eux sont appelés à se comporter en citoyens vigilants par leurs choix politiques, à refuser « *le toujours plus* », à s'engager notamment au niveau local, à accepter un niveau d'impôts volontariste pour une solidarité active, à respecter un mode de consommation plus sobre et plus équitable. Dans leurs lieux de vie, ils auront toujours le souci d'y faire entendre la voix des plus exclus.

La célébration de Noël nous invite à réactualiser le sens que nous donnons à l'économie et à choisir la voie de la solidarité. Cela devient plus qu'urgent. Impératif. »

Rémi Brague, historien, constate⁴⁴ que cette crise semble être due au fait que l'on a vendu ce qui n'existait pas. La question qui nous est ainsi posée relève pour lui du choix entre l'être et le néant : produire de l'être, - de l'être individuel, de l'être ensemble -, ou vendre du néant. Ce qui peut faire basculer l'humanité d'un côté ou de l'autre, poursuite de l'aventure humaine ou auto-destruction de l'humanité, c'est l'exercice de la liberté humaine, la prise de conscience et la décision de chacun pour s'engager dans la construction d'un monde vivable et durable.

Ces réflexions consonnent étonnamment avec l'invitation pressante de Dieu à son peuple, par la voix de son prophète Moïse : "Vois, je te propose vie et bonheur, mort et malheur ..., la bénédiction ou la malédiction. Choisis donc la vie pour que toi et ta postérité vous viviez." (Dt 30,15-20).

Pierre Teilhard de Chardin écrivait : "L'homme a le droit de s'inquiéter sur lui-même tant qu'il se sent perdu, isolé, dans la masse des choses. Mais il doit repartir joyeusement en avant dès lors qu'il découvre son sort lié au sort même de la nature".⁴⁵ Le moment est en effet venu pour nous de revenir à notre vocation dans la Création qui est "de cultiver" et "garder" (Gn 2,15) le Jardin que Dieu a planté d'"arbres beaux à regarder et bons à manger" (Gn 2,9) avant de le confier à son partenaire humain pour qu'il se mette au service de l'harmonie voulue par le Créateur.

Le problème

Nous avons pu constater que la crise que nous vivons n'est pas un accident de parcours, mais bien une crise de civilisation, une crise de nos sociétés humaines. Cette crise agit comme un révélateur : l'économie ne peut ignorer l'éthique, et le fondement de cette éthique réside dans la justice. Pour avoir renversé l'équation en mettant l'éthique au service de l'économie, nos économies développées ont précipité la planète entière dans une catastrophe, dont le coût humain sera forcément démesuré.

⁴⁴ Rémi Brague, *Autres dimensions de la crise*, Emission radiophonique, France Culture, 25.12.2008

⁴⁵ Pierre Teilhard de Chardin, *op. cit.*

Nous voulons croire que, pour peu que nous ne commettions pas l'erreur de penser qu'il suffit de faire le dos rond pour qu'il ne s'agisse que 'd'un mauvais moment à passer' en attendant que les choses reprennent leurs cours normal (hyperconsommation, gaspillage des ressources, marchandisation y compris du vivant), cette crise peut devenir une opportunité à saisir pour construire un projet de vivre-ensemble plus juste et plus en équilibre avec notre environnement, enraciné dans des relations sociales plus respectueuses et plus riches.

Nous concluons avec cette invitation de Hugues de Jouvenel, directeur de la revue 'Futuribles' : "Il nous faut faire le deuil d'une ère révolue, retrouver l'appétit du futur, oser innover et entreprendre".⁴⁶

⁴⁶ Hugues de Jouvenel, *La Croix* du 26.12.2008